

CGT – FSU - SUD
Lutte des personnels du ministère de la Culture

Le devenir des politiques publiques culturelles en débat
La réunion du 22 décembre au Théâtre du Rond-Point

Les grèves et actions menées depuis près d'un mois par les agents du ministère de la Culture pour empêcher le démantèlement programmé du ministère via la RGPP ont su trouver un très large écho bien au delà de la sphère ministérielle. Nos revendications, et les valeurs démocratiques qui les portent, ont été relayées par la presse de manière très positive. Elles sont aujourd'hui largement partagées par le public, les formations politiques et associations, les syndicats et les acteurs majeurs de la culture, et d'autres services publics menacés eux aussi par la RGPP.

Cette lutte à laquelle la grande majorité des agents adhère est le prolongement de celles engagées depuis maintenant près de deux ans sous diverses formes, pour les missions et pour l'emploi du service public culturel. Elle a permis que soient posées explicitement les questions essentielles de la place et du rôle de la culture dans notre société, et de l'utilité sociale et économique du service public.

Il est plus que symbolique que ce débat de fond, ait été ouvert par les luttes des agents alors que le Ministre de la Culture lui-même clôt l'année du cinquantenaire de la création de son ministère dans un silence assourdissant.

Nous souhaitons au contraire que ce débat de société sur le devenir des politiques publiques soit porté le plus largement possible par tous, publics, citoyens, acteurs culturels et responsables sociaux et politiques. C'est pourquoi nous avons donné rendez-vous à tous ceux qui le souhaitaient le mardi 22 décembre au Théâtre du Rond-Point à Paris.

Pour défendre la Culture et son service public, les principaux responsables nationaux ou culturels des partis politiques de gauche ont répondu présents. Tous ont, non seulement apporté leur soutien aux luttes mais aussi engagé le débat sur les enjeux de société que représente la place du service public culturel pour l'accès de la culture pour tous :

- Parti de Gauche (C. PESSIN GARRIC),
- Parti Socialiste (K. GLOANEC MAURIN),
- Parti Communiste (P. LAURENT),
- Nouveau Parti Anticapitaliste (M. BARBANS),
- Les Verts (E. COSSE).

De même J. PORNON représentant du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndec) a dénoncé les conséquences désastreuses des politiques gouvernementales sur la production culturelle.

Les responsables syndicaux nationaux se sont largement exprimés sur les luttes de la culture et sur les enjeux de fond posés par les salariés et agents dans ces luttes :

- la FSU (G. ASCHIERI),
- Union syndicale Solidaires (Th. LESCANT)
- L'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires UGFF CGT (J-M CANON)
- la Fédération CGT du Spectacle (J. VOIRIN),
- l'espace culturel Confédéral de la CGT (S. LE GLAUNEC).

Ils ont annoncé la décision prise le matin même par les Fédérations FSU, Fonction publique CGT et Union Syndicale Solidaires, de faire converger les mobilisations pour le développement des services publics dès la semaine du 11 janvier et de faire du 21 janvier un temps fort de grèves et de manifestations.

En présence de la presse nationale, les acteurs syndicaux SUD, FSU et CGT du Ministère de la Culture ont tiré le bilan de la lutte du mois de décembre, annoncé celle du mois de janvier, et rappelé les raisons de la colère des agents du ministère de la Culture.

Un compte-rendu détaillé de toutes les interventions de ce débat du 22 mars sera diffusé auprès de l'ensemble des personnels du ministère de la Culture.